

Comment barrer la route à la barbarie ?

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 19 octobre 2020

Source [Boulevard Voltaire] Le président de la République et le ministre de l'Éducation nationale se sont rendus au collège où enseignait Samuel Paty, le [professeur d'histoire qui a été égorgé](#) et décapité pour avoir montré les caricatures du « prophète » à ses élèves dans un cours destiné à ouvrir les esprits des collégiens à la liberté d'expression. On dit que les assassins reviennent toujours sur les lieux du crime. L'auteur présumé de cet acte terroriste n'en a pas eu le temps, puisqu'il a été abattu par des policiers à proximité du lieu où sa victime a été découverte. Quatre interpellations suivies de gardes à vue ont eu lieu, notamment parce qu'une photo atroce aurait été diffusée sur la « Toile ».

Mais on peut se demander si les complices objectifs ne sont pas ailleurs, beaucoup plus haut dans notre société vermoulue. Certes, il est normal que les responsables de l'État se précipitent sur les lieux du crime, mais leurs appels à la fermeté et à l'unité de la nation devant le terrorisme islamiste donnent la nausée, tant ils sentent le réchauffé ou le faisandé. L'assassin est un Tchétchène qu'il n'y a aucune raison d'accueillir en France parce que la France n'a aucun lien avec un pays membre de la Fédération de Russie, pénétré de longue date par le djihadisme. Le fanatisme religieux y trouve une tradition guerrière propice à former des recrues particulièrement dangereuses. Ceux qui ont fui la Russie en lutte contre le terrorisme islamiste, on les reçoit donc en France ? Beaucoup de Tchétchènes ont combattu dans les rangs de l'État islamique. Leur sens de la communauté animé par une identité singulière en fait des immigrés dont « l'intégration » semble très hypothétique. [L'expédition punitive de bandes tchétchènes à Dijon](#), au mois de juin, semant le chaos dans la ville était pourtant une alerte rouge sur la solidarité communautaire, sur le mépris de nos lois et sur la violence dont ces groupes sont capables.

L'assassin de Conflans était connu des services de police... comme d'habitude ! Le professeur avait été l'objet de menaces. Des parents musulmans avaient exercé des pressions sur le chef d'établissement pour qu'il cesse d'enseigner la liberté de penser et de s'exprimer. Son assassinat était donc possible, sinon prévisible. Devant cette passivité à répétition de l'État face à la menace islamiste, les sempiternels et péremptoirs discours de matamore sur la fermeté sont ridicules, sinon odieux, de la part de ceux qui, depuis longtemps, ouvrent à n'importe qui les frontières de la France, de ceux qui encouragent une immigration excessive par leur laxisme et des aides sociales absurdes consenties aux étrangers, de ceux qui, par des regroupements familiaux contraires au bon sens, favorisent le communautarisme et la fragmentation du pays.

Hier, le Président opposait les individus libres et les citoyens solidaires. Aujourd'hui, il a été contraint à la synthèse en appelant les Français à être des citoyens libres. On touche là du doigt la contradiction mensongère du « en même temps ». Pour qu'il y ait des citoyens à la fois libres et solidaires, il faut qu'il y ait une communauté nationale forte et unie, non par la loi abstraite – dont, à l'évidence, on se moque dans certains quartiers –, mais par une identité culturelle solide animée par le respect de l'autre propre au christianisme et par le goût de la liberté suscité par une éducation teintée d'Occident. On ne peut y parvenir en favorisant le multiculturalisme et l'immigration massive qui conduisent au communautarisme. La France se veut un pays voué à la laïcité et à l'universalisme, patrie des droits de l'homme, mais en continuant à affirmer ses grands principes, en leur nom même, elle développe sur son sol une population qui refuse la liberté de pensée, l'égalité des sexes, le choix de la religion et l'humanisme.

Lorsqu'on prétend barrer la route à la barbarie et à l'obscurantisme, il faut d'abord empêcher les barbares d'envahir le pays !